



CHAPITRE 124

Loi des sociétés coopératives agricoles

Exécution de la loi.

1. Le ministre de l'agriculture et de la colonisation est chargé de l'exécution de la présente loi. S. R. 1941, c. 120, a. 39.

Formation.

Objets.

2. Le ministre de l'agriculture et de la colonisation peut autoriser dans la province, la formation d'une ou de plusieurs sociétés ayant pour but l'un ou plusieurs des objets, ou tous les objets suivants: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat, la vente et le transport d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation, la vente et le transport de produits agricoles, sous le nom que les fondateurs choisiront, pourvu que dans son ensemble tel nom ne puisse être confondu avec celui d'une autre société existante. S. R. 1941, c. 120, a. 2; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 1.

Producteurs actionnaires.

3. La société se compose d'au moins vingt-cinq personnes qui signent une déclaration conforme à la formule 1. Ces personnes sont désignées sous le nom de « producteurs actionnaires ». Toutefois, avec l'approbation du ministre de l'agriculture et de la colonisation, une société ayant un objet spécial peut se former avec un nombre inférieur à celui de vingt-cinq.

Producteurs affiliés.

La société peut s'adjoindre toutes personnes désignées sous le nom de « producteurs affiliés » qui deviennent membres sur

CHAPTER 124

Cooperative Agricultural Associations Act

1. The Minister of Agriculture and Colonization shall have charge of the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 120, s. 39.

2. The Minister of Agriculture and Colonization may authorize the formation, in the Province, of one or more associations having for their objects one or more or all of the following: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale, purchase and transportation of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, and the purchase, preservation, transformation, sale and transportation of agricultural products, under such name as its founders may choose, provided that such name as a whole cannot be confounded with that of any other existing association. R. S. 1941, c. 120, s. 2; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 1.

3. The association shall consist of at least twenty-five persons who sign a declaration in conformity with form No. 1. Such persons shall be designated by the name of "shareholder-producers". An association for a special object may, however, with the approval of the Minister of Agriculture and Colonization, be formed of a number of persons less than twenty-five.

The association may allow any persons "affiliated producers", shall have become

Actions privilégiées.	<p>paiement d'une contribution annuelle de deux dollars. Les producteurs affiliés sont sujets à des obligations et peuvent bénéficier des avantages qui, les uns et les autres, sont déterminés par le conseil d'administration. Ils ne peuvent ni assister, ni voter aux assemblées générales.</p> <p>La société comprend également les souscripteurs d'actions privilégiées, lesquels sont soumis aux dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 1 de l'article 5. S. R. 1941, c. 120, a. 3.</p>	<p>members upon the payment of an annual contribution of two dollars. The affiliated producers shall be subject to the obligations and may benefit from the advantages which, in both cases, shall be determined by the board of directors. They shall neither attend nor vote at general meetings.</p> <p>The association shall also include the subscribers to preferred shares, who shall be subject to the provisions of the second paragraph of subsection 1 of section 5. R. S. 1941, c. 120, s. 3.</p>	Preferred shares.
Responsabilité limitée.	<p>4. Chaque société est de la nature d'une société par actions, la responsabilité de ses membres ou actionnaires étant limitée au montant de leurs mises respectives.</p> <p>L'activité coopérative d'une société n'est pas réputée constituer l'exploitation d'un commerce ou d'un moyen de profit. S. R. 1941, c. 120, a. 4; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 2.</p>	<p>4. Each association shall be a joint-stock company, the responsibility of its members or shareholders being limited to the amount of their respective holdings.</p> <p>The cooperative activities of an association shall not be deemed to constitute the carrying on of trade or a means of earning a profit. R. S. 1941, c. 120, s. 4; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 2.</p>	Limited liability. Interpretation.
Actions ordinaires.	<p>5. 1. Le montant de chaque action ordinaire est de dix dollars payables suivant le règlement ou, à défaut de règlement, en quatre versements annuels égaux, dont le premier pas plus tard qu'un mois après la date de la souscription. La société peut payer un intérêt sur ces actions à un taux n'excédant pas six pour cent l'an.</p>	<p>5. (1) The amount of each ordinary share shall be ten dollars, payable in accordance with the by-laws or, failing a by-law, in four annual and equal instalments, whereof the first shall be paid not later than one month after the date of subscription. The association may pay interest on such shares at a rate not exceeding six per cent per annum.</p>	Ordinary shares.
Actions privilégiées.	<p>S'il y est autorisé par règlement, le conseil d'administration peut émettre des actions privilégiées. Il en fixe le montant, les conditions de rachat, les privilèges, droits et restrictions. Il en détermine le taux d'intérêt, lequel ne doit pas dépasser sept pour cent l'an.</p>	<p>If so authorized by by-law, the board of directors may issue preferred shares. It shall fix the amount, the conditions of redemption and the privileges, rights and restrictions thereof. It shall determine the rate of interest thereon, which shall not exceed seven per cent per annum.</p>	Preferred shares.
Droits limités.	<p>Les détenteurs d'actions privilégiées n'ont pas, à ce titre, le droit d'être convoqués aux assemblées de la société, d'y assister, d'y voter ni d'exercer une fonction au sein de la société.</p>	<p>The holders of preferred shares shall not be entitled, as such, to receive notice of or to attend meetings of the association, to vote thereat or to hold any office in the association.</p>	Rights limited.
Remplacement d'actions.	<p>2. Une société coopérative agricole créée entre le 14 février 1920 et le 29 décembre 1922, qui a émis des actions de vingt dollars, peut, par un règlement adopté par l'assemblée annuelle ou spéciale des sociétaires, décider de remplacer chacune de ces actions de vingt dollars par deux actions de dix dollars chacune et décréter qu'à l'avenir le montant des actions qui seront émises sera de dix dollars.</p>	<p>(2) A cooperative agricultural association created between the 14th of February, 1920 and the 29th of December, 1922, which has issued shares of twenty dollars, may, by a by-law adopted at the annual meeting or at a special general meeting of the shareholders, decide to replace each of such shares of twenty dollars by two shares of ten dollars each, and enact that in future the shares to be issued shall be of ten dollars.</p>	Replacement of shares.

Commen- cement des opé- rations.	3. La société ne peut commencer ses opérations avant qu'au moins un quart du montant des actions ordinaires souscrites ait été payé.	(3) The association shall not commence operations until at least one-fourth of the amount of subscribed ordinary shares has been paid.	Commen- cement of business.
Paiement anticipé.	4. Il est toujours permis à un sociétaire de se libérer par anticipation, et l'intérêt peut lui être payé sur les montants versés par anticipation, pour le temps à courir de la date du paiement à celle de l'échéance.	(4) A shareholder shall be always at liberty to pay in advance, and the interest may be paid him out of the amount paid in advance, for the time to run from the date of payment to that of maturity.	Advance payments.
Confisca- tion des actions.	5. La société peut, deux mois après avis envoyé sous enveloppe recommandée au détenteur enregistré, à sa dernière adresse connue, confisquer sommairement toutes les actions sur lesquelles il n'a été fait aucun versement depuis deux ans, et disposer de telles actions de la façon que les administrateurs prescrivent par règlement.	(5) The association may, two months after notice sent by registered envelope to the registered holder at his last known address, summarily confiscate all the shares upon which no instalment has been paid for two years, and may dispose of such shares in the manner prescribed by by-law adopted by the directors.	Confisca- tion of shares.
Socié- taire.	6. Pour devenir sociétaire, un produc- teur doit a) souscrire au moins cinq actions ordi- naires ou le nombre d'actions supérieur à cinq fixé par règlement; b) s'engager par contrat, pour une pé- riode d'au moins trois ans, à livrer, ven- dre, acheter ou recevoir certains produits ou services par l'entremise de la société; c) être admis par le conseil d'adminis- tration.	(6) To become a shareholder, a pro- ducer must (a) subscribe for at least five ordinary shares or such number of shares exceeding five as is fixed by by-law; (b) agree by contract, for a period of at least three years, to deliver, sell, purchase or receive certain products or services through the association; (c) be admitted by the board of di- rectors.	Share- holder.
Inhabilité.	Nul ne peut cependant être admis com- me sociétaire s'il exerce une activité qui vient en concurrence avec celle de la so- ciété.	No one, however, shall be admitted as a shareholder if he carries on any activity which competes with that of the associa- tion.	Compet- ing activi- ty.
Restric- tion.	Toutefois et sous réserve de l'article 31, les sociétés formées avant le 4 avril 1930 continuent d'être régies par les disposi- tions de la loi en vigueur avant cette date quant à la souscription d'actions exigible de leurs sociétaires.	However, and under reserve of section 31, the associations formed prior to the fourth of April, 1930 shall continue to be governed by the provisions of the act in force before such date respecting the subscription for shares exigible from their shareholders.	Restric- tion.
Co- opérative fédérée.	7. Une société coopérative agricole peut souscrire et acquérir des actions ordinaires ou privilégiées de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec en aussi grand nombre que la charte et le règlement de cette dernière le permettent.	(7) A cooperative agricultural associa- tion may subscribe for and acquire or- dinary or preferred shares in <i>La Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec</i> in as large number as the charter and the by-laws of the latter permit.	"La Société Coopéra- tive".
Conven- tion autorisée.	8. Le conseil d'administration d'une so- ciété coopérative agricole peut, par con- vention, s'engager envers la Société co- opérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, à souscrire et payer au capital-actions de ladite Société coopé- rative fédérée, une proportion du montant de ses propres actions ordinaires payées à la date de la convention, ainsi que de ses	(8) The Board of directors of a coopera- tive agricultural association may, by agreement, bind itself towards the <i>Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec</i> to subscribe to and pay on the capital stock of the said <i>Société Coopérative Fédérée</i> a proportion of the amount of its own ordinary shares paid- up at the date of the agreement, as well as	Agree- ment author- ized.

actions ordinaires qui seront, par la suite, payées; le conseil d'administration de la société coopérative agricole s'engagera par la même convention à faire ses achats et ses ventes par l'entremise de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec. S. R. 1941, c. 120, a. 5; 11 Geo. VI, c. 45, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 3.

of its ordinary shares which will thereafter be paid-up; the board of directors of the cooperative agricultural association shall bind itself, under the same agreement, to make its purchases and its sales through the intermediary of the *Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec*. R. S. 1941, c. 120, s. 5; 11 Geo. VI, c. 45, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 3.

Capital. 6. Le capital d'une société est variable.

6. The capital of the association shall be variable. Capital.

Transfert d'actions. Les actions sont nominatives et transférables en remplissant les formalités prescrites par les règlements de la société. Toutefois elles ne peuvent être transportées qu'à un cessionnaire accepté par le conseil de la société. S. R. 1941, c. 120, a. 6.

Shares shall be in the name of the holder, and be transferable on performance of the formalities prescribed by the by-laws of the association. Nevertheless, they may be transferred only to a transferee who has been accepted by the directors of the association. R. S. 1941, c. 120, s. 6. Transfer of shares.

Déclaration. 7. 1. La déclaration doit être signée en double par les membres fondateurs devant un témoin. L'un de ces doubles est transmis au ministre de l'agriculture et de la colonisation qui, s'il trouve à propos d'autoriser la formation de cette société, fait publier une fois dans la *Gazette officielle de Québec* un avis, selon la formule 2, de la formation de cette société, et un avis rédigé selon la formule 3 est sans délai envoyé au protonotaire du district et au registrateur de la division d'enregistrement dans laquelle la société est constituée.

7. (1) The memorandum must be signed in duplicate by the founders in the presence of a witness. One of such duplicates shall be sent to the Minister of Agriculture and Colonization, who, if he think fit to authorize the formation of the association, shall cause to be published once in the *Quebec Official Gazette* a notice, according to form 2, of the formation of the association, and a notice according to form 3 shall be at once sent to the protonotary of the district and to the registrar of the registration division in which the association is formed. Memorandum.

Avis. 2. La société se compose des personnes qui ont signé la déclaration mentionnée dans l'article 3 et de toutes celles qui, par la suite, souscrivent des actions ordinaires dans cette société. S. R. 1941, c. 120, aa. 7 et 8.

(2) The association shall consist of the persons who have signed the declaration mentioned in section 3 and of all who may afterwards subscribe for ordinary shares in the association. R. S. 1941, c. 120, ss. 7 and 8. Notices.

Membres. 8. À compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis de la formation d'une société coopérative agricole, cette société est une corporation au sens du Code civil.

8. From and after the publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice of formation of a cooperative agricultural association, such association shall be a corporation within the meaning of the Civil Code. Members.

Change-ment de nom, etc. Le ministre de l'agriculture et de la colonisation peut, à la demande du conseil d'administration, changer le nom de la société ou son siège social au moyen d'un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 120, a. 9; 11 Geo. VI, c. 45, a. 2; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 4.

The Minister of Agriculture and Colonization, on the application of the board of directors, may change the name of the association or its corporate seat by a notice published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 120, s. 9; 11 Geo. VI, c. 45, s. 2; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 4. Change of name, etc.

Droits et
pouvoirs.

9. Une société coopérative agricole exerce les droits et pouvoirs d'une corporation au sens du Code civil et peut notamment

a) acquérir et posséder des immeubles, les vendre, hypothéquer, louer ou en disposer autrement;

b) donner en paiement d'une partie du prix des produits qui lui sont livrés ou des services qui lui sont rendus, jusqu'à concurrence de dix pour cent, des certificats de prêt, des actions, des obligations ou autres valeurs de la société;

c) placer ses fonds disponibles suivant l'article 981o du Code civil ou en prêts consentis à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec ou à une société coopérative agricole;

d) acquérir des parts d'une caisse régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Chap. 293);

e) acquérir, en totalité ou en partie, en assumant les obligations qui s'y rapportent, l'actif, les actions ou les parts sociales d'une personne, société ou corporation, poursuivant des fins similaires ou connexes à celles qu'elle est autorisée elle-même à poursuivre;

f) avoir des bureaux d'affaires en différents endroits dans la province;

g) souscrire ou garantir des fonds pour fins de propagande et d'éducation coopératives ou pour fins de charité, de bienfaisance, d'art ou d'éducation;

h) exercer à titre de mandataire les pouvoirs qu'elle est autorisée à exercer comme principal;

i) émettre, endosser et accepter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

j) emprunter, hypothéquer ses immeubles, donner ses biens meubles en garantie;

k) avec l'autorisation de la Commission des valeurs mobilières du Québec, émettre des obligations et, pour en assurer le paiement, hypothéquer, nantir ou mettre en gage ses biens meubles et immeubles, présents ou futurs, et les céder et transporter à un fidéicommissaire, suivant les dispositions de la section VI de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Chap. 275)

9. A cooperative agricultural association shall possess the rights and powers of a corporation within the meaning of the Civil Code and may in particular

Rights
and
powers.

(a) acquire and hold immoveables, and sell, hypothecate, lease or otherwise dispose of the same;

(b) give in payment for a portion, up to ten per cent, of the price of products delivered to it or of services rendered to it, loan certificates, shares, bonds or other securities of the association;

(c) invest its available funds in accordance with article 981o of the Civil Code or in loans to the *Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec* or to any cooperative agricultural association;

(d) acquire shares of any credit union governed by the Savings and Credit Unions Act (Chap. 293);

(e) acquire, in whole or in part, assuming the obligations connected therewith, the assets, stock or shares of any person, association or corporation having objects similar or related to those which it is itself authorized to pursue;

(f) have business offices in various places in the Province;

(g) subscribe or guarantee funds for purposes of cooperative publicity and education or for charitable, benevolent, artistic or educational purposes;

(h) exercise as mandatarly the powers that it is authorized to exercise as principal;

(i) issue, endorse and accept promissory notes, bills of exchange, drafts and other negotiable instruments;

(j) borrow, or hypothecate its immoveables and pledge its moveables as security;

(k) with the authorization of the Quebec Securities Commission, issue bonds and, to secure payment thereof, hypothecate, mortgage or pledge its moveable and immovable property, present or future, and convey and transfer the same to a trustee, in accordance with Division VI of the Special Corporate Powers Act (Chap. 275);

l) vendre, échanger ou donner en gage toutes obligations ainsi émises. S. R. 1941, c. 120, a. 9a; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 4.

(l) sell, exchange or pledge any bonds so issued. R. S. 1941, c. 120, s. 9a; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 4.

Contrats
valides.

10. Les contrats ou engagements souscrits en faveur d'une société coopérative avant sa constitution en corporation, sont valides et obligent ceux qui les ont signés, à moins qu'ils ne soient désavoués à la première assemblée qui suit la constitution en corporation de ladite société. S. R. 1941, c. 120, a. 10.

10. The contracts or engagements undertaken in favour of a cooperative association before the incorporation thereof shall be valid and be binding upon those who have signed them, unless they be disavowed at the first meeting following the incorporation of the said association. R. S. 1941, c. 120, s. 10. Contracts
binding.

Conseil
d'adminis-
tration.

11. La société est administrée par un conseil d'administration composé de cinq administrateurs. Ce nombre peut être porté à sept, si la société compte plus de deux cents membres, et à quinze, si elle en compte plus de cinq cents. La majorité des administrateurs forme quorum. Les administrateurs exercent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs à l'assemblée générale annuelle. Ils sont rééligibles.

11. The association shall be managed by a board of five directors. Such number may be increased to seven when the association consists of more than two hundred members, and to fifteen when it consists of more than five hundred. The majority of the directors shall constitute a quorum. The directors shall remain in office until the election of their successors at the annual general meeting. They shall be eligible for reelection. Di-
rectors.

Assem-
blée des
adminis-
trateurs.

Ils tiennent leurs assemblées conformément à l'ajournement ou à l'avis de convocation par écrit donné à chacun d'eux par ordre du président, ou, en son absence, par ordre du vice-président ou par deux membres du conseil d'administration, six jours au moins avant le jour fixé pour la tenue de telles assemblées. Cet avis peut être donné par lettre affranchie à l'adresse de chaque administrateur et déposé à un bureau de poste dans la province au moins six jours avant les assemblées.

They shall hold their meetings according to adjournment or according to the written notice given to each of them by order of the president or, in his absence, by order of the vice-president or of two members of the board, at least six days previous to that of the meetings. Such notice may be given by post-paid letter addressed to each director and deposited at a post-office in the Province, at least six days before such meeting. Di-
rectors'
meetings.

Lieu des
assem-
blées.

Les administrateurs peuvent tenir leurs assemblées au siège social de la société ou dans toute autre localité dans la province.

The directors may hold their meetings at the principal place of business of the association or at any other place in the Province. Place of
meetings.

Règle-
ments.

Les administrateurs ont plein pouvoir de faire, à toute assemblée, des règlements pour la régie de la société et de les modifier ou abroger, pourvu que ces règlements ne viennent pas en conflit avec ceux adoptés aux assemblées générales de la société. S. R. 1941, c. 120, a. 11; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 5.

The directors may, at any meeting, adopt by-laws for the government of the association, and amend or repeal the same, provided such by-laws do not conflict with those adopted at the general meetings of the association. R. S. 1941, c. 120, s. 11; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 5. By-laws.

Règle-
ments de
la société.

12. La société, ou son conseil d'administration peut faire, amender ou abroger, entre autres, des règlements concernant l'admission des sociétaires, le transport des actions et le maximum des actions

12. The association, or its board of directors, may make, amend or repeal, among others, by-laws respecting the admission of shareholders, the transfer of shares and the maximum number of By-laws
of associa-
tion.

qu'un sociétaire peut souscrire. S. R. 1941, c. 120, a. 12.

shares for which a shareholder may subscribe. R. S. 1941, c. 120, s. 12.

Pouvoirs
du conseil
d'adminis-
tration.

13. 1. Le conseil d'administration de la société, en conformité des dispositions de la présente loi et des règlements de la société, délibère, transige et statue sur tout ce qui a trait aux intérêts de la société, et notamment peut:

a) Régler les conditions particulières de tout contrat en veillant spécialement à ce que les intérêts de la société soient sauvegardés. Il doit exiger que les producteurs actionnaires s'engagent par contrat vis-à-vis leur coopérative agricole, pour une période d'au moins trois années, à livrer, vendre, acheter ou recevoir, par son entremise, certains produits ou services. Il doit aussi exiger le même engagement des producteurs affiliés;

b) Hypothéquer les immeubles de la société pour assurer le paiement de toute dette ou emprunt ou l'exécution de toute autre obligation de la société, emprunter des fonds, disposer, céder ou transporter, sous forme de garanties, pour toute somme empruntée ou cautionnement fourni, les sûretés ou les biens de la société avec ou sans pouvoir de vendre ou avec toutes autres conditions spéciales jugées convenables et utiles, et donner, s'il y a lieu, pour garantir tout emprunt, un gage sur les produits de ferme et les animaux reçus en consignation des producteurs affiliés aussi bien que des producteurs actionnaires, pourvu que le conseil d'administration de la société ait été autorisé à cet effet par le vote d'au moins les deux tiers des membres présents à l'assemblée annuelle ou à une assemblée spéciale convoquée à cet effet;

c) Acquérir des animaux, des meubles et immeubles et les revendre;

d) Autoriser toute procédure légale et judiciaire;

e) Transporter, en tout ou en partie, à une institution financière ou à toute autre personne, aux conditions jugées convenables, les versements dus ou à échoir sur les actions souscrites par les sociétaires, comme sûreté subsidiaire du paiement de tout prêt fait à la société par billet ou autrement. Ce transport peut aussi être fait en faveur de toute personne, qu'elle soit

Powers of
board:

13. (1) The board of directors of the association shall, in accordance with the provisions of this act and the by-laws of the association, administer all matters relating to the interests of the society, and, among other things, may:

(a) Determine the conditions of any contract, being particularly careful to see that the interests of the association are protected. It shall require that the shareholder-producers bind themselves by contract in favour of their cooperative agricultural association for a period of at least three years, to deliver, sell, purchase or receive, through the latter, certain products or services. It must also exact the same undertaking from the affiliated producers;

(b) Hypothecate the immoveables of the association in order to secure the payment of any debt or loan or the execution of any other obligation of the association, borrow money, dispose of, assign or transfer as security, for any sum borrowed or any security supplied, any of the securities or property of the association, either with or without power of sale, or upon any other special conditions considered suitable and useful, and give, if need be, in order to guarantee a loan, a pledge of the farm products and animals received on consignment from affiliated producers as well as from producers who are shareholders, provided that the board of directors of the association have been authorized to such effect by a vote of at least two thirds of the members present at the annual meeting or at a special meeting convened for such purpose;

(c) Acquire moveables, live stock and immoveables, and resell the same;

(d) Authorize all legal and judicial proceedings;

(e) Transfer, in whole or in part, to a financial institution or to any other person, upon the conditions thought proper, the instalments due or to become due upon the shares subscribed by the shareholders, as collateral security for the payment of any loan made to the association by note or otherwise. Such transfer may also be made to any person whether he

administrateur ou officier de la société ou non, qui se porte caution ou qui est déjà caution ou qui s'engage à être caution de la société pour l'accomplissement d'obligations assumées ou à être assumées par la société.

Tout transport fait en vertu du présent sous-paragraphe *e* peut être fait par acte notarié ou en double devant témoins et doit être enregistré par dépôt. Il peut être signifié au moyen d'avis rédigés selon la formule 4 et adressés à chaque sociétaire par lettre recommandée. Le notaire ou l'huissier qui fait ainsi une signification de transport en dresse un procès-verbal dont une copie ou un double est délivré à la société. Les certificats de recommandation signés par le maître de poste sont annexés à l'original du procès-verbal ou à l'un des doubles, et le notaire ou l'huissier n'est pas tenu d'en délivrer copies à la société. Toutefois l'huissier qui dresse un procès-verbal doit remettre le double qui contient les certificats de recommandation au cessionnaire.

Les parties qui consentent à l'annulation d'un tel transport doivent faire signifier aux sociétaires un avis de l'annulation de ce transport. L'avis de l'annulation est signifié en l'une ou l'autre des manières mentionnées dans l'alinéa précédent.

Tout cessionnaire qui prélève des versements en vertu d'un transport doit en donner un reçu en double, dont un exemplaire est remis au trésorier de la société. Mention de ce reçu doit être faite dans les livres de la société par le trésorier.

Pouvoir
d'em-
prunt.

2. Le montant total des sommes empruntées ne doit jamais excéder quatre fois le montant des actions souscrites et celui du fonds de réserve. S. R. 1941, c. 120, a. 13; 11 Geo. VI, c. 45, a. 3; 11 Geo. VI, c. 72, a. 49; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 6.

Inexécution
du
contrat.

14. Dans le cas où un producteur actionnaire néglige ou refuse de remplir les clauses du contrat qui le lie à la société coopérative dont il fait partie ou si, à l'expiration de ce contrat, il néglige ou refuse d'en passer un autre pour une nouvelle période de trois ans, le conseil d'adminis-

trator or be not a director or officer of the association, who becomes or has become or undertakes to become surety of the association for the performance of obligations undertaken or to be undertaken by the association.

Any transfer made in virtue of this sub-paragraph *e* may be made by notarial instrument or in duplicate before witnesses, and shall be registered by deposit. It may be signified by means of a notice drawn up according to form 4, and addressed to each shareholder by registered letter. The notary or bailiff who so signifies a transfer shall draw up a report thereof, a copy or duplicate of which shall be delivered to the association. The registration certificates signed by the postmaster shall be annexed to the original of the report or to one of the duplicates, and neither the notary nor the bailiff need deliver copies of them to the association. Nevertheless, the bailiff who draws up a return shall deliver to the transferee the duplicates to which the certificates of registration are annexed.

Any person consenting to the cancellation of any such transfer shall have a notice of such cancellation served upon the shareholders. The notice of such cancellation shall be served in one or other of the manners mentioned in the last paragraph.

Every transferee who collects instalments in virtue of such a transfer shall give a receipt therefor in duplicate, a copy of which shall be delivered to the treasurer of the association. Mention of such receipt shall be made by the treasurer in the books of the association.

(2) The total amount of the sums borrowed shall never exceed four times the aggregate amount of the subscribed shares and reserve fund. R. S. 1941, c. 120, s. 13; 11 Geo. VI, c. 45, s. 3; 11 Geo. VI, c. 72, s. 49; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 6.

Borrow-
ing power.

14. In the case of a shareholder-producer neglecting or refusing to fulfil the provisions of the contract which binds him to the cooperative association of which he is a member, or if, at the expiration of such contract, he neglects or refuses to enter into another contract for a

Breach of
contract.

Conversion d'actions.	tration peut, s'il le juge à propos, rayer ce producteur actionnaire de la liste des membres de la coopérative et convertir ses actions ordinaires en actions privilégiées.	further period of three years, the board of directors may, if it deems it expedient, strike off such shareholder-producer from the list of members of the cooperative and convert his ordinary shares into preferred shares.	Shares converted.
Nouvelle souscription.	Ces actions privilégiées ne peuvent redevenir actions ordinaires. Pour se faire réadmettre membre de la coopérative, le porteur de ces actions sera tenu de souscrire de nouvelles actions ordinaires tout comme s'il n'avait jamais appartenu à cette coopérative. S. R. 1941, c. 120, a. 14.	No such preferred shares may again become ordinary shares. The holder of such shares, in order to again become a member of the cooperative, must subscribe for new ordinary shares, as if he had never been a member of such cooperative. R. S. 1941, c. 120, s. 14.	New subscription.
Vente d'animaux.	15. Toute société peut faire vendre par encan ou autrement, par toute personne licenciée ou non et sans paiement des droits exigés par la loi en pareille circonstance, des animaux de race pure enregistrés qui lui appartiennent, et ce, aux conditions fixées par le conseil d'administration.	15. Any association may cause to be sold, by auction or otherwise, by any person, whether licensed or not, and without payment of the duties required by law in such circumstances, registered thoroughbred stock belonging to it, upon the conditions fixed by the board of directors.	Sale of animals.
Vente de beurre et de fromage.	Toute société peut également faire vendre par encan, par toute personne licenciée ou non et sans paiement des droits exigés par la loi en pareille circonstance, le beurre et le fromage appartenant à la société ou à quelqu'un ou à quelques-uns des sociétaires, ou provenant de fabriques dont le propriétaire ou le fabricant sont membres de la société, et tous les autres produits agricoles. S. R. 1941, c. 120, a. 15.	Any association may also cause to be sold by auction, by any person licensed or not licensed, and without payment of the duties required by law in such circumstances, the butter and the cheese belonging to the association or to any member or members thereof, or coming from factories the owners whereof or the maker wherein is a member of the association, and all other agricultural products. R. S. 1941, c. 120, s. 15.	Sale of butter, etc.
Primes de conservation.	16. La société peut recevoir des primes de conservation des sociétés d'agriculture, des cercles agricoles, des syndicats d'élevage ou des diverses sociétés pour la fabrication de produits laitiers, pour l'usage d'animaux reproducteurs de race pure enregistrés, aux conditions à être arrêtées par écrit par les conseils d'administration de ces différentes associations.	16. The association may receive premiums from agricultural societies, farmers' clubs, breeding syndicates, or societies for the manufacture of dairy products, for the use of registered thoroughbred brood stock, on terms to be settled in writing by the directors of such societies.	Premiums.
Concours.	Elle peut aussi ouvrir des concours d'animaux et accorder des prix ou des primes de conservation. S. R. 1941, c. 120, a. 16.	It may also hold competitions for stock and give prizes or premiums for the keeping thereof. R. S. 1941, c. 120, s. 16.	Competitions.
Président, etc.	17. 1. Le conseil d'administration choisit annuellement parmi ses membres, à sa première séance qui suit l'assemblée générale annuelle, un président et un vice-président.	17. (1) The board of directors shall every year elect a president and vice-president from among its members, at its first meeting following the annual general meeting.	President, etc.
Tenue des séances.	2. Cette séance du conseil d'administration peut être tenue au cours de l'assemblée générale annuelle ou immédiatement	(2) Such meeting of the board of directors may be held during the annual general meeting or immediately afterwards, upon	Time of meeting.

après, sur convocation verbale faite à cette assemblée, pourvu qu'il y ait quorum.

3. Le président et le vice-président du conseil d'administration sont en même temps président et vice-président de la société.

Secrétaire-trésorier. 4. Le conseil d'administration nomme un secrétaire-trésorier et fixe sa rétribution.

Services gratuits. 5. La fonction de membre du conseil d'administration est gratuite. Toutefois, les dépenses encourues par un membre du conseil d'administration dans l'exercice de ses fonctions, autorisées ou ratifiées par le conseil d'administration, peuvent lui être remboursées.

Président-gérant. 6. Le président peut néanmoins être nommé gérant de la société et toucher la rétribution fixée par le conseil d'administration, à moins qu'un règlement de la société n'empêche cette nomination.

Gérant, etc. 7. Le gérant et le secrétaire-trésorier peuvent être choisis en dehors des membres de la société; dans ce cas, ils n'ont pas droit de voter aux assemblées du conseil d'administration.

Vacance dans le conseil d'administration. 8. En cas de vacance dans le conseil d'administration, les membres restant doivent remplir cette vacance pour le reste du terme. S. R. 1941, c. 120, aa. 17 et 18; 11-12 Eliz. II, c. 35, aa. 7 et 8.

Comité exécutif. 18. L'assemblée générale peut par règlement, lorsque le conseil d'administration se compose de quinze administrateurs, former un comité exécutif dont elle détermine les pouvoirs et devoirs.

Composition. Ce comité se compose de cinq personnes choisies en majorité parmi les administrateurs par le conseil d'administration qui en désigne le président.

Quorum. Trois membres du comité, dont au moins deux administrateurs, en constituent le quorum et les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

Rémunération. L'assemblée générale peut, chaque année, accorder une rémunération aux membres du comité exécutif.

Contrôle, etc. Le comité exécutif exerce ses pouvoirs sous le contrôle du conseil d'administration et celui-ci peut, en tout temps, pour des motifs qu'il juge valables, remplacer tout

oral notice given at such meeting, provided there be a quorum.

(3) The president and vice-president of the board of directors shall be the president and vice-president of the association.

(4) The board of directors shall appoint a secretary-treasurer and fix the amount of his remuneration. Secretary-treasurer.

(5) The services of a member of the board of directors shall be gratuitous. Nevertheless the expenses incurred by a member of the board of directors in the performance of his duties, authorized or ratified by the board of directors, may be refunded to him. Services gratuitous.

(6) The president may nevertheless be appointed manager of the association, and receive such remuneration as may be fixed by the board of directors, unless such appointment be contrary to any by-law of the association. President-manager.

(7) The manager and the secretary-treasurer may be chosen outside of the members of the association. In such case they shall not be entitled to vote at meetings of the board of directors. Manager, etc.

(8) In case of a vacancy in the board of directors, the remaining members shall fill such vacancy for the remainder of the term. R. S. 1941, c. 120, ss. 17 and 18; 11-12 Eliz. II, c. 35, ss. 7 and 8. Vacancy on board.

18. When the board of directors is composed of fifteen directors, the general meeting, by by-law, may form an executive committee whose powers and duties it shall determine. Executive committee.

Such committee shall be composed of five persons the majority of whom shall be chosen from among the directors by the board of directors which shall designate the chairman thereof. Composition.

Three members of the committee, including at least two directors, shall constitute a quorum and decisions shall be taken by a majority of the members present. Quorum.

The general meeting may grant, each year, a remuneration to the members of the executive committee. Remuneration.

The executive committee shall exercise its powers under the control of the board of directors, and the board may, at any time, for reasons it deems sufficient, replace any Control, etc.

membre du comité. S. R. 1941, c. 120, a. 18a; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 9.

member of the committee. R. S. 1941, c. 120, s. 18a; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 9.

Composition
de l'as-
semblée
générale.

19. 1. L'assemblée générale se compose de tous les producteurs actionnaires de la société. Cependant, lorsque l'effectif d'une société coopérative dépasse cent producteurs actionnaires, il est loisible au conseil d'administration, dans le but de diminuer le nombre des membres de l'assemblée générale, de passer un règlement par lequel le territoire de la société est divisé de façon que chacune de ces divisions fasse l'élection d'un ou de plusieurs délégués. Ces délégués représentent leur division à l'assemblée générale et ont droit à autant de votes qu'il y a de producteurs actionnaires dans ladite division.

19. (1) The general meeting shall consist of all shareholder-producers. When, however, the members of a cooperative association exceed one hundred shareholder-producers, the board of directors may, for the purpose of reducing the number of members of a general meeting, pass a by-law by which the territory of the association shall be so divided that each such division shall elect one or more delegates. Such delegates shall represent their division at the general meeting and shall be entitled to as many votes as there are shareholder-producers in the said division.

Composition
of general
meeting.

Assemblée
générale
annuelle.

2. Une assemblée générale doit être tenue chaque année à la date et au lieu fixés par les règlements de la société ou, en l'absence de telles dispositions, au cours du mois de janvier, à la date et au lieu indiqués par les administrateurs.

(2) A general meeting shall be held every year on the date and at the place fixed by the by-laws of the association or, in the absence of such provisions, in the month of January on the date and at the place determined by the directors.

Annual
general
meeting.

Élection
des admi-
nistra-
teurs, etc.

3. L'assemblée générale élit les membres du conseil d'administration, un vérificateur et, s'il y a lieu, un délégué et un substitut à l'assemblée générale de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec. Toutes ces personnes restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs, à l'assemblée générale annuelle suivante.

(3) The general meeting shall elect the members of the board of directors, an auditor and, if necessary, a delegate and a substitute to the general meeting of the *Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la Province de Québec*. All such persons shall remain in office until their successors are elected at the next annual general meeting.

Election
of di-
rectors,
etc.

Division
de terri-
toire.

4. Pour les fins de l'élection des administrateurs, l'assemblée générale peut par règlement diviser le territoire de la société, attribuer à chaque division un ou plusieurs administrateurs et déterminer comment chacun d'eux sera proposé et élu.

(4) For the purpose of electing directors, the general meeting, by by-law, may divide the territory of the association, assign to each division one or more directors and determine how each shall be nominated and elected.

Division
of terri-
tory.

Première
assem-
blée.

5. La première assemblée peut être convoquée en tout temps par deux sociétaires, au moyen d'un avis déposé au bureau de poste du siège social de la société, sous enveloppe affranchie, à l'adresse de chaque producteur actionnaire, au moins huit jours avant ladite assemblée.

(5) The first meeting may be called at any time by two of the members of the association, by means of a notice deposited in the post-office of the locality where the principal place of business is situated, enclosed in an envelope post-paid and addressed to each shareholder-producer at least eight days before such meeting.

First
meeting.

Qualités
requises.

6. Tout administrateur d'un cercle agricole, d'une société d'agriculture, d'un syndicat d'élevage, d'une société pour la fabrication de produits laitiers ou de toutes autres sociétés coopératives, membres d'une société coopérative, peut être nommé administrateur de cette société coopérative et il peut continuer à remplir cette

(6) Every director of a farmers' club, agricultural society, breeding syndicate, society for the manufacture of dairy products or other cooperative society, which is a member of a cooperative association, may be appointed a director of such cooperative association and shall remain in office until the election of his successor,

Qualifi-
cations.

charge jusqu'à l'élection de son successeur, même s'il cesse d'être administrateur de son association.

Représentant de société. 7. Le président ou, à son défaut, le vice-président d'une société d'agriculture, d'un cercle agricole, d'un syndicat d'élevage, d'une société pour la fabrication de produits laitiers ou de toutes autres sociétés coopératives, qui sont actionnaires, peuvent représenter ces associations aux assemblées générales des actionnaires de la société coopérative, et voter au nom des associations dont ils sont respectivement les représentants.

Convocation des assemblées. 8. Les assemblées générales sont ensuite convoquées par le président ou, à son défaut, par le vice-président, au moyen d'un avis adressé à ceux qui doivent en faire partie, par lettre affranchie au moins huit jours avant le jour fixé pour l'assemblée. S. R. 1941, c. 120, a. 19; 8 Geo. VI, c. 26, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 10.

Droit de vote. 20. Un producteur actionnaire n'a qu'un seul vote, quelque soit le nombre de ses actions. Pour exercer son droit de vote, il doit avoir souscrit une ou plusieurs actions au moins trois mois avant l'assemblée et avoir payé, au moins trois jours avant l'assemblée à laquelle il veut exercer ce droit, tous les versements annuels échus sur son action ou ses actions; mais, à la première assemblée générale qui suit la formation de la société, le producteur actionnaire peut néanmoins voter, quelle que soit l'époque de la souscription de son action ou de ses actions avant cette assemblée.

Pas de procuration. Nul ne peut se faire représenter par procuration, aux assemblées générales ou spéciales de la société. S. R. 1941, c. 120, a. 20.

Décisions. 21. L'assemblée générale rend ses décisions à la simple majorité des voix; en cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Règlements. L'assemblée générale peut faire des règlements pour l'administration générale de la société et tous autres règlements nécessaires, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires aux lois de cette province. Des assemblées générales spéciales peuvent aussi être convoquées par le pré-

even if he ceases to be a director of his society.

(7) The president, or, failing him, the vice-president of an agricultural society, a farmers' club, a breeding syndicate, a society for the manufacture of dairy products or other cooperative society, which is a shareholder, may represent such association at general meetings of shareholders of the cooperative association, and vote in the name of the association which he represents. Representative of society.

(8) General meetings shall afterwards be called by the president or, failing him, by the vice-president, by a post-paid letter sent to those who should form part thereof, at least eight days before the day fixed for the meeting. R. S. 1941, c. 120, s. 19; 8 Geo. VI, c. 26, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 10. Calling meetings.

20. A shareholder-producer shall have only one vote, whatever may be the number of his shares. To be entitled to vote, he must have subscribed for one or more shares at least three months before the meeting, and have paid, at least three days before the meeting at which he intends to vote, all yearly instalments due on his share or shares; but, in the case of the first general meeting after the formation of the association, a shareholder-producer may vote no matter at what date previous to such meeting he may have subscribed for his share or shares. Rights to vote.

No one may be represented by proxy at any general or special meeting of the association. R. S. 1941, c. 120, s. 20. No proxy.

21. The decisions of the general meeting shall be by the majority of votes; and when the votes are equally divided, the president shall have a casting-vote. Decisions.

The general meeting may adopt by-laws for the general administration of the association and all other necessary by-laws, provided they be not incompatible with the laws of this Province. Special general meetings may also be called by the president or vice-president, as the By-laws. Special meetings.

sident ou le vice-président, selon le cas, sur décision du conseil d'administration. S. R. 1941, c. 120, a. 21.

case may be, upon a decision of the board of directors. R. S. 1941, c. 120, s. 21.

Comptes. **22.** Les comptes de la société sont tenus par le secrétaire-trésorier sous le contrôle du conseil d'administration et sont vérifiés par le vérificateur.

22. The accounts of the association shall be kept by the secretary-treasurer, under the control of the board of directors, and shall be audited by the auditor. *Accounts.*

Exercice social. Ils sont arrêtés tous les ans à la clôture de l'exercice social. L'exercice social se termine à la date fixée par les règlements ou, en l'absence de dispositions à cet égard, le 31 décembre.

They shall be closed at the end of every fiscal year. The fiscal year shall end on the date fixed by the by-laws or, in the absence of any provision in that regard, on the 31st of December. *Fiscal year.*

État des affaires. Dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice, un état des affaires est préparé et attesté par le secrétaire-trésorier et une copie en est transmise au ministre de l'agriculture et de la colonisation. S. R. 1941, c. 120, a. 22; 8 Geo. VI, c. 26, a. 2; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 11.

Within three months after the close of the fiscal year, a statement of affairs shall be prepared and attested by the secretary-treasurer, and a copy thereof shall be sent to the Minister of Agriculture and Colonization. R. S. 1941, c. 120, s. 22; 8 Geo. VI, c. 26, s. 2; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 11. *Statement of affairs.*

Peine. **23.** Si une société a négligé ou refusé de transmettre cet état, elle encourt une pénalité de cinq dollars pour chaque jour qu'elle continue d'être en défaut; et tout administrateur ou gérant de la société qui autorise ou permet sciemment et délibérément ce défaut, encourt la même pénalité. S. R. 1941, c. 120, a. 23; 8 Geo. VI, c. 26, a. 3.

23. If any association have neglected or refused to send in such statement, it shall be liable to a penalty of five dollars for every day it continues to be in default; and any director or manager of the association who authorizes or knowingly and deliberately permits such default shall be liable to the same penalty. R. S. 1941, c. 120, s. 23; 8 Geo. VI, c. 26, s. 3. *Penalty.*

Contenu de l'état. **24.** Cet état doit être approuvé par le vérificateur et contenir:

24. Such statement must be approved by the auditor, and contain: *Contents of statement.*

Liste des sociétaires. 1° La liste des sociétaires à la clôture de l'exercice, le nombre d'actions souscrites et le montant payé par chaque actionnaire;

(1) The list of members at the close of the fiscal year, the number of shares subscribed, and the amount paid by each shareholder; *List of members.*

2° Un état succinct de l'actif et du passif de la société;

(2) A concise statement of the assets and liabilities of the association;

3° Un état des opérations de l'année;

(3) A statement of the year's operations;

4° Tous autres renseignements exigés à cette fin par les règlements de la société. S. R. 1941, c. 120, a. 24; 8 Geo. VI, c. 26, a. 4; 11 Geo. VI, c. 45, a. 4.

(4) All other information required for such purpose by the by-laws of the association. R. S. 1941, c. 120, s. 24; 8 Geo. VI, c. 26, s. 4; 11 Geo. VI, c. 45, s. 4.

Excédents. **25.** L'assemblée générale détermine, en se basant sur cet état, le montant des excédents d'opérations à répartir.

25. The general meeting shall decide, in accordance with such statement, the amount of the surplus operations to be allotted. *Surplus.*

Emploi. Elle affecte ce montant à la constitution de réserves, ainsi qu'à l'attribution de ristournes aux membres et, si les règlements le prévoient, aux usagers de la société; cette attribution doit être propor-

It shall assign such amount to the constitution of reserves as well as to the allocation of refunds to members and, if the by-laws provide for same, to users of the association; such allocation must *Use.*

tionnelle au montant d'affaires transigées avec la société par chacun des membres ou usagers et au surplus conformément aux dispositions des règlements.

Règle-
ments.

Les règlements concernant la répartition et le paiement des excédents d'opérations obligeront la société et ses membres au même titre que s'ils étaient signés et scellés respectivement par chaque membre et contenaient des conventions de la part de chaque membre, ses héritiers, exécuteurs et administrateurs, à l'effet d'observer toutes les stipulations des règlements, conformément aux dispositions de cette loi.

Prohibi-
tion.

Les réserves d'une société ne peuvent être partagées entre les membres que dans le cas de liquidation.

Retenues.

La société a droit de retenir, pour le recouvrement de toute créance qu'elle détient contre un de ses membres ou usagers, les deniers qu'elle peut lui devoir et d'en faire la compensation. S. R. 1941, c. 120, a. 25; 11 Geo. VI, c. 45, a. 5; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 12.

Paiement
au choix.

26. Pour tenir lieu du paiement de ristournes, l'assemblée générale peut

a) attribuer aux membres ou usagers des actions ordinaires ou privilégiées;

b) obliger les membres ou usagers à prêter à la société les ristournes qui leur sont attribuées ou créditées.

Souscrip-
tion pré-
sumée.

Dans le cas du paragraphe *a*, le membre ou usager est réputé avoir souscrit les actions ordinaires ou privilégiées qui lui sont attribuées et avoir consenti à les payer à même ses ristournes.

Effet du
règlement.

Un règlement suivant le paragraphe *b* a le même effet qu'un contrat passé par le membre ou l'usager et crée une obligation légale de sa part de prêter les ristournes qui lui sont attribuées ou créditées. S. R. 1941, c. 120, a. 25a; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 13.

Examen
par le
ministre.

27. Le ministre de l'agriculture et de la colonisation peut, en tout temps, faire examiner par un de ses employés les livres et les comptes d'une société coopérative agricole qui reçoit un subside ou une aide du gouvernement.

Rensei-
gne-
ments.

Les officiers de toute telle société, lorsqu'ils en sont requis, doivent soumettre

be proportionate to the amount of business transacted with the association by each of the members or users and besides conformably to the provisions of the by-laws.

The by-laws concerning the allotment and payment of the surplus operations shall bind the association and its members in the same way as if they were signed and sealed respectively by each member and contained covenants on the part of each member, his heirs, executors and administrators, to observe all the stipulations of the by-laws, conformably to the provisions of this act. By-laws.

The reserves of an association shall not be divided among the members except in the case of winding-up. Prohibition.

The association shall have the right to retain for the recovery of any claim it holds against any of its members or any user, the moneys it may owe him and to apply the same in compensation. R. S. 1941, c. 120, s. 25; 11 Geo. VI, c. 45, s. 5; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 12. Retention.

26. In lieu of the payment of refunds, the general meeting may Alternatives to payment.

(a) allot to the members or patrons ordinary or preferred shares;

(b) oblige the members or patrons to lend the refunds allotted or credited to them to the association.

In the case of paragraph *a*, the member or patron shall be deemed to have subscribed for the ordinary or preferred shares allotted to him and to have agreed to pay for them out of his refunds. Subscription presumed.

A by-law under paragraph *b* shall have the same effect as a contract made by the member or patron and shall create a legal obligation on his part to lend the refunds assigned or credited to him. R. S. 1941, c. 120, s. 25a; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 13. Effect of by-law.

27. The Minister of Agriculture and Colonization may at any time have the books and accounts of any cooperative agricultural society, which receives a subsidy or aid from the Government, examined by one of his employees. Examination by Minister.

The officers of any such society shall, when required, submit such books and Information.

ces livres et ces comptes à cet examen, et répondre véritablement et au meilleur de leur connaissance à toutes les questions qui leur sont posées à cet égard ou sur l'état financier de la société. S. R. 1941, c. 120, a. 26.

accounts for examination, and shall, to the best of their knowledge, make true answer to all questions which may be put to them regarding the same, or regarding the financial condition of the society. R. S. 1941, c. 120, s. 26.

Accès
aux livres,
etc.

28. Les livres et règlements sont constamment ouverts à l'inspection des membres de la société, mais la société ou les administrateurs peuvent, par un règlement, décréter quand et quel jour cette inspection peut être faite, pourvu qu'il y ait au moins un jour par mois pour cette inspection. S. R. 1941, c. 120, a. 29.

28. The books and by-laws shall be at all times open to inspection by the members of the association, but the association or the directors may, by by-law, decide when and on what day such inspection may be made, provided there be at least one day per month for such inspection. R. S. 1941, c. 120, s. 29.

Access to
books,
etc.

Contrats,
etc.

29. Tous contrats, billets, chèques, mandats ou documents, liant la société, doivent être signés par le président ou le vice-président et par le secrétaire-trésorier, ou par tous autres officiers à ce dûment autorisés par une autorisation générale ou spéciale du conseil d'administration. S. R. 1941, c. 120, a. 27.

29. Every contract, note, cheque, draft or document binding the association must be signed by the president or vice-president and by the secretary-treasurer, or any other officer under general or special authorization of the board of directors. R. S. 1941, c. 120, s. 27.

Con-
tracts,
etc.

Secré-
taire-
trésorier.

30. Le secrétaire-trésorier de chaque société est responsable envers la société de tous les deniers qu'il a touchés en cette qualité, et est tenu de lui fournir un cautionnement au montant fixé par le conseil d'administration, à la satisfaction du président et du vice-président.

30. The secretary-treasurer of each association shall be responsible to it for all moneys received by him in his official capacity, and shall give security to the amount fixed by the board of directors, to the satisfaction of the president and vice-president.

Secretary-
treasurer.

Caution-
nement.

Le cautionnement doit être renouvelé chaque fois que requis par la société, et peut être fait d'après la formule 5. S. R. 1941, c. 120, a. 28.

The security shall be renewed whenever required by the association, and the bond may be according to form 5. R. S. 1941, c. 120, s. 28.

Security.

Taxes.

31. Les biens de la société sont exempts de toutes taxes du gouvernement. S. R. 1941, c. 120, a. 30.

31. The property of the association shall be exempt from all Government taxes. R. S. 1941, c. 120, s. 30.

Taxes.

Coopé-
ratives
formées
avant
1930.

32. Toute coopérative formée antérieurement au quatre avril 1930 peut, à une assemblée générale convoquée à cet effet et sur la décision des deux tiers des membres présents, décider que la souscription d'actions exigible des sociétaires est soumise aux dispositions de la présente loi telle que modifiée à cette date ou depuis.

32. Every cooperative formed before the 4th of April, 1930, may, at a general meeting called for the purpose and upon the decision of two-thirds of its members present, provide that the subscription for shares exigible from shareholders shall be subject to the terms of this act as amended at or since such date.

Coopera-
tive
formed
before
1930.

Membres
dissidents.

Sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 25, les membres dissidents ont le droit d'être remboursés des sommes qu'ils ont versées au capital de la société, au moyen d'une action privilégiée

Subject to the provisions of the last paragraph of section 25, the dissenting members are entitled to be refunded the sums which they have paid into the capital of the association, by means of a preferred

Dissent-
ing
members.

portant intérêt à cinq pour cent. Pour bénéficier de cette disposition, ils doivent dénoncer, séance tenante, leur dissidence au secrétaire-trésorier ou, s'ils ne sont pas présents à l'assemblée, dans un délai de dix jours.

Actes
valides.

Sauf en ce qui concerne la souscription d'actions exigible des sociétaires, les actes faits suivant la loi en vigueur après le 4 avril 1930 par une société coopérative agricole formée avant cette date sont valides, bien que cette coopérative ne se soit pas conformée au premier alinéa du présent article. S. R. 1941, c. 120, a. 31; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 14.

share bearing interest at five per cent. In order to benefit from this provision, they must declare their dissent to the secretary-treasurer during the meeting, or, if absent from the meeting, within a delay of ten days.

Except with regard to the subscription for shares exigible from shareholders, acts performed in accordance with the law in force after the 4th of April 1930 by a co-operative agricultural association formed prior to such date shall be valid, although such cooperative may not have complied with the first paragraph of this section. R. S. 1941, c. 120, s. 31; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 14.

Certain
acts
valid.

Liquida-
tion.

33. Une société coopérative agricole peut décider sa liquidation par le vote affirmatif d'au moins les trois quarts des membres présents à une assemblée générale convoquée à cette fin.

Liquida-
teurs.

Dans ce cas, l'assemblée nomme à la simple majorité des voix un ou trois liquidateurs qui ont droit à la possession immédiate des biens de la société.

Avis.

Avis de cette décision et de cette nomination doit être donné sans délai au ministre de l'agriculture et de la colonisation et est publié par lui dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 120, a. 33; 11 Geo. VI, c. 45, a. 6; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 15.

33. A cooperative agricultural association may decide to wind up its affairs by the affirmative vote of at least three-fourths of the members present at a general meeting called for such purpose.

Winding-
up.

In such case, the meeting shall appoint, by a mere majority vote, one or three liquidators who shall be entitled to immediate possession of the property of the association.

Liquida-
tors.

Notice of such decision and appointment shall be given forthwith to the Minister of Agriculture and Colonization and published by him in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 120, s. 33; 11 Geo. VI, c. 45, s. 6; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 15.

Notice.

Disposi-
tions ap-
plicables.

34. Les dispositions des sections II et III de la Loi de la liquidation des compagnies (chap. 281) s'appliquent à une liquidation décidée suivant l'article précédent. S. R. 1941, c. 120, a. 34; 11 Geo. VI, c. 45, a. 6; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 15.

34. The provisions of Divisions II and III of the Winding-up Act (Chap. 281) shall apply to any winding-up decided upon in accordance with the preceding section. R. S. 1941, c. 120, s. 34; 11 Geo. VI, c. 45, s. 6; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 15.

Provi-
sions to
apply.

Procédu-
res sus-
pendues.

35. Dès que la liquidation a été décidée par l'assemblée générale, toute action ou toute procédure, soit par voie de saisie-arrêt, saisie-gagerie ou saisie-exécution, soit autrement, contre les biens meubles et immeubles de la société, doit être suspendue.

35. As soon as the winding-up has been decided upon by the general meeting, every action and every proceeding by way of seizure by garnishment, attachment for rent or seizure in execution, or otherwise, against the moveable or immovable property of the association, must be suspended.

Pro-
ceedings
suspend-
ed.

Frais pro-
hibés.

Les frais faits par un créancier, après qu'il a eu connaissance de cette décision, par lui-même ou par son procureur, ne peuvent être colloqués sur le produit des biens

The costs incurred by a creditor after he has had knowledge of such decision, by himself or by his attorney, cannot be collocated against the proceeds of the

Certain
costs not
allowed.

de la société, qui est distribué en conséquence de la liquidation.

Autorisation d'instance, etc. Un juge de la Cour supérieure dans le district où est situé le siège social de la société peut néanmoins, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser l'introduction d'une instance ou la continuation de toute procédure commencée. S. R. 1941, c. 120, a. 35; 11 Geo. VI, c. 45, a. 6; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 15.

Priorité des paiements. 36. Le liquidateur paie d'abord les dettes de la société ainsi que les frais de liquidation et, en second lieu, les sommes versées sur les actions suivant la priorité établie par le règlement.

Distribution du solde. Après ces paiements, le solde provenant de la réalisation de l'actif est distribué entre les personnes qui ont été membres de la société pendant toute la durée des trois exercices sociaux précédant la date à laquelle la liquidation a été décidée.

Règles. La répartition se fait suivant les règles que l'assemblée générale adopte à cette fin.

Mode de répartition. L'assemblée générale peut répartir le solde entre les membres visés au second alinéa, soit proportionnellement au montant des affaires traitées par chacun d'eux pendant une période déterminée, soit proportionnellement au montant des actions ordinaires payées par chacun, ou une partie de ce solde suivant le premier mode et, l'autre partie, suivant le second mode.

Affectation à une oeuvre. L'assemblée générale peut aussi affecter le solde, en totalité ou en partie, à une oeuvre qu'elle désigne. S. R. 1941, c. 120, a. 36; 11 Geo. VI, c. 45, a. 6; 11-12 Eliz. II, c. 35, a. 15.

property of the association, which are distributed in consequence of the winding-up.

Authorization to sue, etc. A judge of the Superior Court in the district in which the corporate seat of the association is located may, however, on such conditions as he may deem proper, authorize the institution of a suit or the continuance of any proceedings commenced. R. S. 1941, c. 120, s. 35; 11 Geo. VI, c. 45, s. 6; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 15.

Priority of payment. 36. The liquidator shall first pay the debts of the association and the costs of winding-up, and secondly the amounts paid on the shares according to the priorities established by by-law.

Distribution of balance. After such payments, the balance of the proceeds of the assets shall be distributed among the persons who were members of the association throughout the three fiscal years preceding the date when the winding-up was decided upon.

Rules. The distribution shall be made in accordance with the rules adopted for such purpose by the general meeting.

Basis of distribution. The general meeting may distribute the balance among the members contemplated in the second paragraph, either in proportion to the amount of the business carried out by each of them over a fixed period, or in proportion to the amount of the ordinary shares paid for by each, or a portion of such balance in the first manner and the rest in the second.

Allocation to a work. The general meeting may allocate the balance, in whole or in part, to any work that it designates. R. S. 1941, c. 120, s. 36; 11 Geo. VI, c. 45, s. 6; 11-12 Eliz. II, c. 35, s. 15.

FORMULES

1.—(Article 3)

Déclaration de société

Les soussignés déclarent qu'ils deviennent membres d'une société agricole à responsabilité limitée, sous le nom de «Société coopérative agricole de _____», avec son siège social à _____.

FORMS

1.—(Section 3)

Memorandum of Association

The undersigned declare that they become members of a cooperative agricultural association with limited liability, under the name of "the _____ Cooperative Agricultural Association",

dans le comté de _____ et qu'ils
souscrivent le montant du capital respec-
tivement indiqué en regard de leurs noms.

Daté à _____, ce
_____ jour du mois de _____
mil neuf cent _____.

having its principal place of business at
_____, in the county of _____
and that they subscribe the number of
shares respectively set opposite their
names.

Dated at _____, this
_____ day of the month of _____
one thousand nine hundred and _____.

Témoins	Nom et Prénoms	Rési- dence	Occupation	Nombre d'ac- tions de \$20.00

S. R. 1941, c. 120, formule 1.

2.—(Article 7)

*Avis de formation d'une société coopérative
agricole publié dans la Gazette officielle
de Québec*

Avis est par le présent donné qu'une
société coopérative agricole a été consti-
tuée dans le comté de _____
(ou selon le cas), sous le nom de « Société
coopérative agricole de _____ »
et que son siège social est en
_____.

Le ministre de l'agriculture
et de la colonisation,
(Signature.)

S. R. 1941, c. 120, formule 2.

Wit- nesses	Names in full	Resi- dences	Occupations	Num- ber of shares of \$20.00

R. S. 1941, c. 120, form 1.

2.—(Section 7)

*Notice of the Formation of a Cooperative
Agricultural Association Published in
the Quebec Official Gazette*

Notice is hereby given that a coopera-
tive agricultural association has been
formed in the county of _____
(or as the case may be) under the name of
"the _____ Cooperative
Agricultural Association", and that its
principal place of business will be in
_____.

(Signature.)
Minister of Agriculture
and Colonization.

R. S. 1941, c. 120, form 2.

3.—(Article 7)

Avis au protonotaire et au registrateur

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de _____ (ou selon le cas), sous le nom de « Société coopérative agricole de _____ », dont le siège social est situé à _____.

Le secrétaire,
(Signature.)

S. R. 1941, c. 120, formule 3.

3.—(Section 7)

Notice to the Prothonotary and Registrar

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of _____ (or as the case may be), under the name of "the _____ Cooperative Agricultural Association", and that its principal place of business will be in the _____.

(Signature.)
Secretary.

R. S. 1941, c. 120, form 3.

4.—(Article 13)

Avis de transport

À _____, cultivateur,
de la paroisse de _____, membre
de la société coopérative agricole de _____

Monsieur,

Avis vous est donné, par les présentes, par M. _____, notaire, (ou par M. _____, huissier) de _____, que, par un acte reçu devant M. _____, notaire, (ou en double devant témoins), le _____ jour du mois de _____ mil neuf cent _____, la Société coopérative agricole de _____ a transporté à _____, de _____, la somme de _____, étant le versement deuxième, (troisième, ou, selon le cas) sur les actions que vous avez souscrites dans le capital de ladite société coopérative. Ce transport est ainsi fait comme sûreté subsidiaire pour le paiement d'un prêt (ou d'un cautionnement) consenti par ledit _____ (ou que ledit _____ s'est engagé à consentir).

Ce transport a été enregistré au bureau d'enregistrement du comté de _____ le _____ jour du mois de _____

19 _____

4.—(Section 13)

Notice of transfer

To _____, farmer, of
the parish of _____, member
of the _____ Cooperative
Agricultural Association.

Sir,

You are hereby notified by Mr. _____, notary (or bailiff) of _____, that by an instrument executed before Mr. _____, notary, (or in duplicate before witnesses) the _____ day of the month of _____, 19 _____, the _____ Cooperative Agricultural Society has transferred to _____, of _____, the sum of _____ being the second (or third as the case may be) instalment upon the shares in the capital stock of the said association for which you have subscribed. This transfer is thus made as collateral security for the payment of a loan (or for the giving of security) which the said _____ has made or given or undertaken to make or give.

This transfer was registered in the registry office for the county of _____, on the _____ day of the month of _____ 19 _____.

Daté à
jour du mois de

, le 19 .
{Signature.)
notaire {ou huissier).

Dated at
day of

19 , the
{Signature.)
Notary (or bailiff).

S. R. 1941, c. 120, formule 4.

R. S. 1941, c. 120, form 4.

5.—(Article 30)

Cautionnement

Province de Québec,

Nous,
résidant dans la
de , et
résidant dans la de
, cautions de
secrétaire-trésorier de la société coopéra-
tive agricole de , re-
connaissons respectivement devoir à ladite
société, ce acceptant par son président et
son vice-président, la somme de
dollars, pour l'usage et profit de ladite
société.

Et, par les présentes, nous nous obli-
geons conjointement et solidairement, nos
heirs et ayants cause, l'un de nous seul
pour le tout, sans division ni discussion,
au paiement fidèle et entier de la somme
ci-dessus mentionnée en conformité de
l'article 30 de la Loi des sociétés coopé-
ratives agricoles (chap. 124 des Statuts re-
fondus, 1964).

Le présent cautionnement est fait sous
la condition suivante, savoir:

Advenant que ledit
remplisse et exécute bien et fidèlement
tous les devoirs et obligations qui lui sont
imposés en sa qualité de secrétaire-tréso-
rier de la société coopérative agricole de
, dans le comté de
(ou selon le cas), et qu'il
emploie les deniers mis entre ses mains
pour les fins et d'après la manière indiquée
par le conseil d'administration de la société
et conformément à la loi, et qu'il rende un
compte fidèle et honnête desdits deniers
et de ses opérations comme tel secrétaire-
trésorier, alors le présent cautionnement
sera nul et de nul effet; mais dans le cas

5.—(Section 30)

Surety Bond

Province of Quebec. }

We , residing in
the of ,
and residing in the ,
of of ,
bondsmen of , secre-
rary-treasurer of the "
Cooperative Agricultural Association" do
acknowledge ourselves to be respectively
indebted to the said association, hereof
accepting through the president and vice-
president thereof, in the sum of
dollars, for the use and benefit of the said
association.

And we hereby jointly and severally
bind ourselves, our heirs and assigns, one
of us alone for the whole amount, without
division or discussion, for the faithful and
full payment of the sum above mentioned
in accordance with section 30 of the Co-
operative Agricultural Associations Act
(Chap. 124 of the Revised Statutes, 1964).

The conditions of this surety bond are
as follows:

Should the said well
and faithfully fulfil all the duties and
obligations imposed on him in his capacity
as secretary-treasurer of the Cooperative
Agricultural Association in the county of
(or as the case may be)
and employ the moneys coming into his
hands for the purposes and in the manner
indicated by the board of directors of the
association, and according to law, and
render a faithful and honest account of
the said moneys and of his operations as
secretary-treasurer, then the present sure-
ty bond shall be null and void; but other-
wise it shall remain in full force and effect

contraire, il demeurera en pleine force et vigueur pour les fins de l'article 30 de la Loi des sociétés coopératives agricoles (chap. 124 des Statuts refondus, 1964).

Fait et attesté à _____, Done and attested at
ce _____ jour de _____ this _____ day of _____,
19 _____ 19 _____
(Signatures des cautions.) (Signature.)
Bondsman.

Accepté par _____ Accepted by _____

Le président de la société de _____, (Signature.)
(Signature.) President of the Association.

Le vice-président de la société de _____, (Signature.)
(Signature.) Vice-President of the Association.

S. R. 1941, c. 120, formule 5.

R. S. 1941, c. 120, form 5.